



# 2008/08

HENRI SIMONS

Une idée maîtresse pour une politique urbanistique, c'est de faire le lien entre les deux -espaces publics, celui que je dirais « territorialisé » (places, rues, parcs,...) et celui « extériorisé », celui du débat (culture, enjeux sociaux, émancipation,...). Il s'agit, en fait, d'unir le débat sur la ville à la gestion culturelle de l'espace public, ce qui implique la connaissance des modernités et des créations contemporaines qu'elles soient éphémères ou pérennes, elles s'intègrent dans ce qu'on appelle la culture urbaine.

Ceci implique :

Du point de vue urbain :

un respect de la ville existante (tissus urbains, sociaux, habitat,...) ; ainsi, par exemple, des rénovations même en contrat de quartier impriment une mutation sociale de population ;

- une force publique/politique solide et très ferme face au pouvoir privé de l'immobilier (à défaut d'être à l'époque de Léopold II où la force « publique » à aussi le capital, il convient aujourd'hui de réguler, et même d'agir avec fermeté mais surtout avec rigueur (agir avec la même autorité sur tous) ; intérêt général vs intérêts particuliers ;
- une acceptation d'une ville vivante, où il y a place pour le débat (on peut démolir et construire et donner place au « patrimoine de demain ») ;
- un soutien à une ville vivante et créative et donc en soutenant que la ville n'est pas à figer, accepter les débats sur la forme de la ville (gabarits, espaces publics, matériaux, place de l'art urbain,...)

Du point de vue culturel :

- accepter que la culture soit à la fois définie par l'artistique, la création, et par le milieu de vie et les interactions artistiques et sociales ;
- tenir compte de l'approche descriptive : la culture comme forme de vie, ensemble des pratiques d'un groupe déterminé, patrimoine et civilisation ;
- tenir compte de l'approche normative : la culture comme travail critique, comme processus politique d'émancipation.

- (je reprends ces deux notions simplifiées de la note de Boris Libois développée pour une des rencontres de Culture-Capitale) (1)

**Ces deux approches nécessitent de prendre en compte la notion toujours fondamentale du temps (le chrono-urbanisme).**

- arriver à « réussir » un projet d'émancipation est délicat, difficile et prend du temps ;
- gérer une politique des déplacements (enjeux essentiels actuels dans les villes) implique tenir compte des conséquences sur les classes sociales des décisions qui sont prises. Ainsi les plus pauvres restent captifs de la ville (ils se déplacent peu car leur temps est peu compté), les plus riches choisissent d'être en ville (car le temps étant de l'argent, ils souhaitent habiter proches de leurs activités sociales et culturelles), seule la classe moyenne avec des transports en commun efficaces bouge et quitte la ville de façon massive.
- considérer donc qu'une politique de déplacement est liée au chrono-urbanisme et peut donc mener à une ville de plus en plus duale ;
- tenir compte du développement durable, c'est-à-dire se projeter dans l'avenir et dans le temps (travailler au-delà des générations actuelles) ; ceci est particulièrement lourd car cela implique des enjeux économiques lourds et contradictoires.

**Enjeux pour Bruxelles**

On pourrait analyser quelques enjeux pour Bruxelles en fonction de cette analyse.

Quelques exemples seraient utiles à approfondir :

- Quartier européen,
- Quartier du Midi,
- Cité Administrative de l'Etat,
- Tour et Taxis,
- Gare de l'Ouest.

Ces exemples impliquent différents points sensibles : lutte et résistance urbaine, participation et émancipation, contact avec le secteur immobilier, lien avec la réalité sociale des quartiers environnants,...

*(1) Deux exemples de lien entre les deux notions d'espace public, Mais, projet culturel dans la ville et Recyclart, réhabilitation urbaine et culturelle.*

*Henri Simons*